

ACCORD DE CONFIDENTIALITE

Entre les soussigné(e)s,

La **société**dont le **siège** social est **situé** à l'adresse **suivante** :
..... **immatriculée** au
RCS desous le **numéro** d'identification....., **représentée** par
....., en la personne de, **dûment habilité(e)** à l'effet des **présentes**.

D'une part,

Et

La **société** TRIDENT SERVICE **Société** par actions **simplifiée** au capital social de 2 090 euros,
immatriculée au Registre du Commerce et des **Sociétés** de Versailles sous le **numéro** 483 275
582, dont le **siège** social est au 15, **allée des Sablières**, 78290 Croissy sur Seine,

Représentée par TSGP HOLDING, EURL au capital de 1 000 euros, **immatriculée** au Registre
du Commerce et des **Sociétés** de Versailles sous le **numéro** 949 256 648, Code NAF : 7112B,
dont le **siège** social est au 15, **allée des Sablières**, 78290 Croissy sur Seine, **elle-même**
représentée par Monsieur Guillaume PAGEOT, son **Gérant** en exercice, **dûment habilité** à
l'effet des **présentes**.

D'autre part,

Les parties **étant désignées**, individuellement ou collectivement, « la **Partie** » ou « les
Parties », également désignées la « **Partie Réceptrice** » ou la « **Partie Divulgateur** ».

Le **présent** Accord s'applique **également** aux filiales et aux **sociétés affiliées**, pour chacune
des Parties.

PREAMBULE

ETANT PREALABLEMENT RAPPELE QUE :

Citeo et Adelphe ont lancé une **procédure** d'appel à manifestation d'intérêt (ci-après « AMI » ou « AMI Volumes ») portant sur le recensement et la collecte de **données** auprès d'entreprises **intéressées** (ci-après « Participant » ou « Partie Divulgateur ») pour le **déploiement** d'Emballages primaires (Standards RCoeur et Iconiques & Autres) dans le cadre de l'Activation Régionale ReUse et de Standards RCoeur dans le cadre de l'**expérimentation nationale** (Drive et livraison à domicile).

Les **données concernées** (ci-après « Informations Confidentielles ») portent sur le contact du Participant, ainsi que les **données collectées** dans le cadre de l'AMI Volumes et **détaillées** à l'Article 1 du présent Accord.

Afin d'assurer la protection de la **confidentialité attachée** aux Informations Confidentielles **communiquées** par les Participants, Citeo et Adelphe ont eu recours à un conseil technique tiers (TRIDENT SERVICE, « Partie Réceptrice ») qui assure la collecte et le traitement desdites données dans les limites et conditions fixées ci-après.

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD

L'objet du présent Accord de confidentialité (ci-après « l'Accord ») est de **définir** les conditions et les modalités d'échange des Informations Confidentielles et de fixer les **règles** relatives à leur utilisation et à leur protection.

La Partie Réceptrice s'engage à faire usage des Informations Confidentielles pour les seuls besoins de l'Activation Régionale ReUse et de l'**expérimentation nationale** (Drive et livraison à domicile).

La Partie Réceptrice s'engage à faire usage des Informations Confidentielles pour les seuls besoins de l'AMI Volumes 2026, à savoir le traitement et la compilation des données collectées aux fins de transmission :

- A Citeo et Adelphe :
 - o D'une part, des volumes **prévisionnels** globaux d'Emballages primaires (i.e. **agrégation des données** transmises par les Participants à l'AMI Volumes 2026), **catégorisés** selon les tailles d'entreprise¹ et **par référence**,²
 - o D'autre part, les raisons sociales des « Participants », ces informations étant transmises seules, sans précision des volumes exprimés par les Participants ni précision des standards souhaités.
 - o Le nombre de répondant par référence³
- Au Fournisseur de Services (« GO ! REEMPLOI ») : le contact du Participant (nom, prénom, adresse email), ainsi que le **détail** du besoin exprimé dans le cadre de l'AMI Volumes (i.e. pour chaque Participant, le volume renseigné par **référence**). Il est d'ores et déjà **acté** que la transmission des Informations Confidentielles au Fournisseur de Services sera **précédée** de la signature avec ce dernier d'un accord de confidentialité semblable au présent Accord.

Dans l'**hypothèse** où les Informations Confidentielles devraient **être communiquées** à une autre **entité** que celles **citées** ci-dessus, une demande **spécifique** sera **formulée** au **préalable**

¹ Micro-entreprise/petite entreprise/moyenne entreprise/grande entreprise

² Par exemple : Référence X1 : X millions d'emballages remontés via l'AMI Volumes 2026, **répartis de la façon suivante** : x% de volumes remonté par des petites entreprises / y% remonté par de moyennes entreprises / z% remonté par de grandes entreprises

³Standard X1 : X répondants

auprès du Participant.

Aucune disposition de cet Accord ne peut être interprétée comme obligeant l'une des Parties à divulguer des informations à l'autre Partie.

Sont inclus dans le périmètre de la confidentialité les sociétés affiliées d'un même groupe, ainsi que les personnes concourant aux activités du groupe potentiellement concernées par l'AMI Volumes 2026 (tout administrateur, dirigeant, mandataire social, employé, prestataire, sous-traitant ou conseil d'une des Parties ainsi que tout tiers agissant pour le compte de cette Partie).

ARTICLE 2 - CONFIDENTIALITE DES INFORMATIONS

Les Parties conviennent que les Informations Confidentielles divulguées à la Partie Réceptrice sont considérées comme confidentielles, quel que soit l'objet (technique, industriel, financier, commercial ...), la nature, le support (documents écrits ou imprimés, documents informatiques, ...) et le mode de transmission (écrit, oral, informatique y compris réseaux et/ou messageries électroniques).

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DES PARTIES

La Partie Réceptrice s'engage à compter de la date de réception des Informations Confidentielles et jusqu'à la fin d'une période de trois années à compter de l'expiration ou de la résiliation du présent Accord, à ce qu'elles :

- a) soient protégées, gardées strictement confidentielles et traitées avec le même degré de précaution et de protection qu'elle accorde à ses propres Informations Confidentielles de même importance,
- b) ne soient divulguées de manière interne qu'aux seuls membres de son personnel ayant à en connaître, dûment informés du caractère strictement confidentiel de ces Informations Confidentielles et ne soient utilisées par ces derniers que dans les conditions définies par le présent Accord,
- c) ne soient pas utilisées, totalement ou partiellement pour un autre objet que celui défini par le présent Accord sans le consentement préalable et écrit de la Partie Divulgateur,
- d) ne soient divulguées directement ou indirectement aux tiers sans l'autorisation préalable et écrite de la Partie Divulgateur et à la condition que le tiers bénéficiaire s'engage au préalable et par écrit à se soumettre aux mêmes obligations de confidentialité que celles contenues dans le présent Accord,
- e) ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées totalement ou partiellement sans l'autorisation préalable et écrite de la Partie Divulgateur.

ARTICLE 4 - EXCEPTIONS A LA CONFIDENTIALITE

Ne seront pas considérées comme Informations Confidentielles toutes les informations dont la Partie Réceptrice pourra prouver :

- a) soit qu'elles étaient dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou postérieurement mais en l'absence de toute faute qui lui soit imputable,
- b) soit qu'elles étaient déjà connues par elle avant la transmission des informations confidentielles par la Partie Divulgateur, cette connaissance préalable pouvant être prouvée par l'existence de documents appropriés dans ses dossiers,

c) soit qu'elles ont **été** reçues d'un tiers de manière licite sans aucune faute de sa part et sans restriction ni violation du présent Accord,

d) soit qu'elles ont **été publiées** sans violation des dispositions du présent Accord,

e) soit que l'utilisation ou la divulgation a **été autorisée** par écrit par la Partie Divulgateur.

ARTICLE 5 - PROPRIETE ET RESTITUTION DES INFORMATIONS CONFIDENTIELLES

Toutes les Informations Confidentielles transmises dans le cadre de cet Accord ainsi que les copies, reproductions et duplicatas de celles-ci resteront en tout état de cause la propriété de la Partie Divulgateur. Les supports et les informations qu'ils contiennent devront **être restitués ou détruits** au plus tard à la survenance du terme, normal ou anticipé, du présent Accord, au choix de la Partie Divulgateur.

ARTICLE 6 - CONFIDENTIALITE DE L'ACCORD

Le fait que les Parties soient **liées** par le présent Accord pourra **être communiqué**, mais le contenu du présent Accord sera **gardé** strictement confidentiel par les Parties, et ne pourra **être divulgué** par l'une des Parties, sans accord **préalable écrit** de l'autre Partie.

ARTICLE 7- DUREE DE L'ACCORD

Le présent Accord entrera en vigueur à sa date de signature pour une **durée** de deux (2) **années**, renouvelable par décision expresse des Parties pour une **durée** de deux ans, sauf **résiliation anticipée**, dans les conditions prévues à l'article 8. Le terme ou la **résiliation** du présent Accord n'aura pas pour effet d'**exonérer** la Partie Réceptrice de son obligation de respecter l'ensemble des dispositions contenues aux présentes, concernant l'utilisation, la protection et la restitution des Informations Confidentielles reçues avant la date de la **résiliation** ou de l'**arrivée** du terme.

ARTICLE 8 - RESILIATION

Le présent Accord pourra **être résilié** de plein droit par l'une des Parties après un préavis de trente jours **notifiés** par écrit à l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - CESSION A DES TIERS

Les Parties déclarent que le présent Accord est conclu intuitu personae.

En conséquence, aucune Partie n'est autorisée à **céder** ou à **transférer** tout ou partie des droits et des obligations qui lui incombent au titre du présent Accord, sans l'autorisation **préalable** et écrite de l'autre Partie.

ARTICLE 10 - LOI APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES

Le présent Accord est soumis à la loi **française**. Tout litige relatif à l'**exécution** ou à l'**interprétation** du présent Accord sera soumis à la juridiction **compétente** du ressort de Paris.

La langue **française** sera **considérée** comme la langue de **référence** en cas de litige dans l'interprétation du présent contrat.

Fait à [à remplir] le [à remplir]

Pour [à remplir]

Nom du signataireNom du signataire :

Titre :
Général

Signature et cachet de la société :

Pour TRIDENT SERVICE

PAGEOT Guillaume

Titre : Directeur

Signature et cachet de la société :



TRIDENT SERVICE SAS

Parc C. Monet - 15 Allée des Sablières
78290 CROISSY SUR SEINE
Tél : 09 70 59 01 00

Siret : 483 275 582 000 37
Capital 30 000 €

www.trident-service.com